

Si, au Canada, le fait qu'un petit groupe de personnes qui cherchent à se faire connaître par ce genre d'actions constitue un événement mineur désagréable, dans nos pays, dans nos démocraties émergentes, nous avons affaire à une menace bien plus grande.

L'équation de la liberté politique, de la liberté d'expression et de la véritable liberté de commerce ne sera complète que lorsque, dans nos pays, nous atteindrons nos objectifs en matière de développement et que la population, grâce au travail et à des emplois permanents, assurera le contrôle de son propre destin.

Pendant que grandit cet espoir, nos démocraties fragiles demeurent vulnérables. La démocratie est vulnérable aux yeux de ceux qui prétendent que les événements à l'échelle mondiale, la pauvreté et la situation de nombreux pays en développement sont attribuables à la mondialisation, à cette ouverture commerciale. C'est ainsi qu'est apparu dans nos pays un espace pour ceux qui parlent d'expériences collectives, dictatoriales et autoritaires.

Il n'y a donc pas de temps à perdre : nous ne pouvons pas dire à nos peuples d'attendre indéfiniment. Ce sommet, cette possibilité de création d'une zone des Amériques unie, ouverte, réellement ouverte, représente pour eux l'espoir de lutter contre la pauvreté. Et c'est pourquoi nous, Centre-Américains, sommes venus ici pour exposer clairement notre position. Maintenant que nous avons emprunté la voie de la démocratie et que nous avons fait les premiers pas vers l'ouverture, le moins que nous puissions espérer, Mesdames et Messieurs les chefs de gouvernement et les présidents, est que découle de ce sommet un engagement ferme vis-à-vis de la liberté commerciale.

